

Lutte de classe

Pourquoi pas une initiative politique ? (un militant du PCF) Par crainte de se faire du mal, pardi !

Morceaux choisis du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°34), pour ceux qui ne craignent pas... d'élever leur niveau théorique.

Page 8, question à un syndicaliste, militant PCF de Gerflor, à Tarare

« *Que penses-tu de l'initiative du POI pour l'unité pour l'interdiction des licenciements ?* »

C'est une bonne initiative, il faut l'unité, celle de la vraie gauche, pas celle qui est médiatisée. Personnellement, je suis plus un militant politique que syndical et je suis au PCF parce que je pense que la notion de « communiste » doit être préservée et perdurer. »

Camarade du PCF, comment, l'unité avec un parti qui participe au gouvernement, le PS, ne t'intéresse pas ? Tu as raison : A bas l'opportunisme !

Camarade du PCF, comment, tu oses mettre en doute l'unité sans principe ?

Ah, tu es plus un « *militant politique que syndical* », pas de bol, pas au POI, mais que je suis bête, tu es au PCF ! Quant à la « *notion* » du communisme, cela fait belle lurette qu'ils s'en tapent au POI, au PT ou même au PCI ou avant encore ! Si Lambert était encore là, il serait pris d'un fou rire (P. Broué) ! Le communisme, la révolution, des mauvaises blagues de gauchistes dégénérés !

Page 9, parole de poistes :

« *A l'instar de ce militant du PS, ils sont nombreux les militants qui n'acceptent pas comme une « fatalité économique » les plans de licenciements qui frappent tous les secteurs.* », tu parles tant qu'il n'est pas question de remettre en cause l'Etat capitaliste, l'unité avec n'importe qui est possible. Répétons-le : au diable les principes et les enseignements du marxisme-léninisme ! Désormais la politique doit se situer au ras des pâquerettes.

Etre contre les licenciements et développer une politique correcte qui permette de les combattre dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, c'est apparemment en dehors de la portée de la plupart des militants, c'est en tout en cas ce que s'évertuent à faire croire nos dirigeants. Vaut mieux coller au mouvement spontané des travailleurs sans tenter d'élever leur niveau politique.

En passant, il est génial ce parti, le PS, foi de POI ! Du foie, du mou, du « *grain à moudre* », vous avez vu la différence quelque part ?

Page 10 l'ex-n°2 de FO (à l'époque de Bergeron) Roger Sandri, trotskiste de son état, ne rigolez pas c'est très sérieux.

« *A situation exceptionnelle, décision exceptionnelle.*

On a pu le constater en 1936, comme en 1968, comme en 1981, la puissance politique se trouvant obligée d'intervenir en matière de salaire minimum et de pouvoir d'achat. », comme on dirait chez nous : ça lui arracherait la gueule à ce bureaucrate de nommer les choses par leurs noms, la « *puissance politique* », désolé connais pas, l'Etat capitaliste au service des patrons, c'est plus clair, là ça me cause.

Et après : une défaite et une guerre mondiale, des miettes pour certains rien pour les autres 32 ans plus tard, idem en 81, il a raison, cela a permis au capitalisme de tenir 73 ans supplémentaires. Il le revendique le renégat !

Je vais vous dire un truc entre nous, s'il ose le revendiquer tout haut, c'est qu'il sait que cela va passer comme une lettre à la poste auprès des militants du POI. Cela prouve seulement qu'on ne se trompe pas en disant qu'ils ont forcément un niveau théorique médiocre pour accepter les balivernes de Sandri, notamment. Ce n'est pas une calomnie de ma part, mais une simple constatation.

« La question des salaires et du pouvoir d'achat sera résolue sur la base du rapport de force syndical, et sur le seul terrain de la lutte des classes. ».

Qu'on se le dise, surtout pas sur le plan politique, donc le capitalisme a encore de beaux jours devant lui avec de tels « révolutionnaires » ! Quelle horreur ces bureaucrates à la cervelle ramollie.

Vous vous souvenez peut-être que j'avais déjà indiqué, il n'y a pas si longtemps, que ce n'était pas le rapport de forces l'élément déterminant, mais le niveau de conscience politique atteint par les masses associé à notre analyse de la situation qui permettaient de déterminer les tâches qu'elles avaient à accomplir afin d'avancer vers notre objectif final. Et en principe de construire le parti, ce qui ne présente évidemment aucun intérêt pour Sandri et ses semblables. Vous comprenez pourquoi ici.

Le meilleur moyen d'empêcher les masses de faire le lien entre leurs revendications économiques ou sociales et les objectifs politiques qu'elles doivent atteindre, c'est encore de proclamer qu'ils sont indépendants les uns des autres, comme les syndicats et les partis et le tour est joué, le capitalisme a de beaux jours devant lui avec de tels dirigeants. Comprendo ?

Pire encore, il conseille à Sarkozy de faire comme en 36, 68 ou 81 pour garantir la paix sociale pendant quelques décennies de plus. Au passage, cela signifie bien qu'ils n'ont toujours pas compris la nature de la crise actuelle du capitalisme, car aujourd'hui, sauf erreur de ma part, il semble qu'il soit impossible pour les gouvernements de recourir aux mêmes expédients, si tel est bien le cas, tant mieux.

On retrouve toujours les mêmes arguments des opportunistes petits bourgeois pour qui le seul objectif se sont leurs intérêts immédiats, ils se moquent bien du reste derrière leur baratin soi-disant trotskiste.

« Les faits sont têtus. Sarkozy et ses affidés seraient bien inspirés de se reporter à l'histoire.

Cela n'a jamais fait de mal à personne, même si celle-ci ne se répète jamais de la même façon. »

Quelle inconscience ou cynisme ! Il se contenterait de la situation de l'après 36, 68 ou 81, on voit que ce philistin n'a jamais vécu dans le même milieu que nous.

Blum, Thorez, de Gaulle, Mitterrand, Sarkozy, Sandri : même combat ! On lui en laisse la responsabilité, et s'il le dit, c'est que cela doit être forcément vrai quelque part, non ?

En dernier ressort, les masses sont toujours en avance sur les partis et les militants qui sont en avance sur les dirigeants n'ont pas de parti. C'est tout le paradoxe de la situation actuelle qui fait qu'on n'avance pas d'un millimètre.